



INKINGI
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces



☐: (+250) 728636000

☐ info@fdu-rwanda.com

☐: (+32)478973762 , (+33)650293997, (+44)7982381717
<http://fdu-rwanda.com>, <http://victoire-ingabire.com>

COMITE DIRECTEUR – STEERING COMMITTEE

"Pour un Etat de Droit, la Democratie et l'Egalité de chances" ; "For the rule of law, democracy and equal opportunity"

RWANDA : L'ERADICATION DE LA PAUVRETE DEVIENT UN VRAI CASSE-TETE

ALORS QUE LE COMMUN DES RWANDAIS SOUFFRE DE FAIM, LES AIRBUS FONT LE VA-ET-VIENT ENTRE LONDRES ET KIGALI. EST-CE CELA LE DEVELOPPEMENT ?

Même si les autorités du Rwanda continuent à affirmer que le pays s'est développé, cela n'empêche pas que la faim dénommée « NZARAMBA = *je vais durer longtemps* » est en passe de devenir une fatalité au Rwanda. Cette situation est une résultante de mauvais choix des politiques qui continuent à être imposées aux rwandais.

Lors du *Rwanda-Day* en 2013, alors que le Président Paul Kagame vantait ses mérites en disant qu'il a sorti des millions de rwandais de la pauvreté, un des étrangers qui suivait les discussions de cette journée lui a posé la question suivante : « *comme moi-même je me considère comme un pauvre, que voulez-vous dire en affirmant que vous avez sorti les gens de la pauvreté ?* ».

Par après, le bureau des statistiques a fait des réajustements du nombre de rwandais prétendument sortis de la pauvreté, spécifiant que 10% étaient retombés dans la situation de pauvreté.

Le pouvoir a avancé divers motifs qui auraient provoqué la rechute :

- La maladie de longue durée ou la mort pour l'un ou l'autre membre de famille qui en était le pilier ;
- Une canicule prolongée.

Les rwandais, malgré tout, restent victimes de la pauvreté. Chacun vous évoque le manque d'argent. Les dirigeants, quant à eux, persistent à dire que les rwandais sont riches !

LA REFORME AGRAIRE A LAMENTABLEMENT ECHOUÉ

Les rwandais sont en majorité agriculteurs, ce qui signifie que même l'économie du pays est dominée par le secteur agricole. Pour changer cette donne, les gouvernants ont décidé la transformation de l'agriculture. Le gouvernement a instauré une série de réformes pour atteindre cet objectif :

- A. Les cultivateurs doivent faire une agriculture de marché ;
- B. Les cultivateurs doivent adopter une culture leur imposée par l'autorité publique.

Cette politique de « révolution » dans l'agriculture, qui a été menée précipitamment, a conduit aux conséquences graves suivantes:

- Le fait que le paysan mange uniquement au moment de la récolte, il n'a pas eu le temps de constituer des provisions avant de commencer à cultiver la denrée recommandée par le pouvoir. A l'heure actuelle, aucun agriculteur n'a aucune réserve d'un sac de haricots dans sa maison ; la parcelle de patates douce, de manioc ou de bananeraie qui constituent les cultures de réserves sont rares. La sécurité alimentaire est quasiment nulle.
- Il a été demandé à chaque agriculteur de cultiver les denrées à vendre sur le marché local et à exporter. Et à certains endroits du pays, il n'y a pas de marché pour écouler la production. Par

Tel : (+250)728636000, (+32)478973762, (+33)650293997, (+44)7982381717, info@fdu-rwanda.com

<http://fdu-rwanda.com>,

<http://victoire-ingabire.com>

Join us on **Facebook**: <http://www.facebook.com/pages/Victoire-Ingabire-Umuhoza-for-President/109504816547> - Watch us on **YouTube**: <http://www.youtube.com/user/FDUInkingi123> - Follow us on **Twitter**: <http://twitter.com/VictoireUmuhoza>

exemple, beaucoup de paysans de Nyanza ont cultivé le piment sans pouvoir l'écouler. Souvent le marché n'est pas été bien étudié ni préparé. Par exemple les producteurs du maïs pleurent à chaudes larmes, car ils n'ont pas le marché, alors que le Ministre de l'agriculture dit que le Rwanda doit écouler sa production de maïs sur le marché international.

- Il y a souvent destruction des cultures des paysans sous-prétexte d'implanter des actions de développement ou des terrasses radicales à aménager. L'improvisation a remplacé une planification raisonnable. Pourquoi ne pas laisser d'abord les cultures aller à termes et attendre leur récolte avant de procéder à ces activités pourtant différables? Après tout, la saison culturale ne dure que 6 mois au maximum!
- Les intrants sont mal distribués ou n'ont pas la qualité requise. Les semences sélectionnées que le programme RAB/Minagri doit faire parvenir auprès des paysans ne sont pas souvent disponibles au moment opportun ; parfois on avoue ne pas avoir pu les acheminer auprès des paysans ; sans surprise on a appris que le contrôleur des Finances de l'Etat a déclaré que des tonnes et des tonnes de semences sélectionnées ont pourri dans les greniers des services de l'Etat. Les insectes et autres parasites des plantes, qui gangrènent ces semences sélectionnées dont *kaboré*, les asticots, les chenilles etc. diminuent beaucoup la production. L'engrais minéral ne fait pas exception, souvent il ne répond pas aux normes de l'EMA. Même le fumier ordinaire qui est disponible n'est pas acheminé auprès des paysans en temps opportuns.
- On ajoutera aussi le fait de refuser aux paysans l'autorisation de cultiver dans les marais alors que ce sont ces marais qui étaient le seul secours en période de canicule et qui servaient de multiplication de lianes de patate douce à transférer sur colline après la saison sèche.

C'est le cumul de toutes ces maladresses qui conduisent à la pauvreté qui est en train de devenir une fatalité dans le monde paysan, de sorte que la plupart est en désarroi ; même payer la mutuelle de santé ou le matériel scolaire pour les enfants devient un casse-tête.

Les politiques ont tenté une autre piste qui n'est pas plus heureuse. Les dirigeants continuent de dire que le nombre d'agriculteurs devrait diminuer pour que les gens embrassent d'autres secteurs économiques. Il y a beaucoup de gens qui ont répondu à l'appel de se regrouper en coopératives. Mais la plupart aujourd'hui pleurent à chaudes larmes car au lieu de gagner quoi que ce soit, les ressources sont détournées impunément par leurs dirigeants. Les membres de la coopérative en sont simplement réduits à payer les dettes. Les membres des coopératives sont même arrivés à introduire en justice l'organisme RCA chargé des coopératives au Rwanda, l'accusant d'être complice des dirigeants de certaines coopératives dans l'appauvrissement de leurs membres. Le gros des problèmes se situe surtout dans les coopératives des conducteurs des motos-taxis. Nous pouvons citer aussi comme exemple le cas de Nyamasheke, où il y avait une coopérative d'usine à café. L'aventure de cette coopérative s'est soldée par la spoliation de l'usine par les dirigeants, les membres restant avec une dette de 50 millions de francs rwandais.

La mésaventure des cultivateurs de manioc à Ruhango illustre aussi ces politiques incohérentes. Ces agriculteurs avaient pris une dette dans la Banque Rwandaise de Développement. Aujourd'hui ils sont tombés complètement en faillite à cause de *kaboré* (pourriture du manioc dans le sol) et maintenant ils ne peuvent pas trouver de quoi payer la banque, alors que celle-ci n'arrête pas de compter ses intérêts ! C'est une aventure malheureuse s'aventurer dans la monétarisation de l'agriculture sans penser à l'assurance agricole.

CEUX QUI ONT QUITTE L'AGRICULTURE POUR EMBRASSER D'AUTRES ACTIVITES N'ARRIVENT PAS A COUVRIR LEURS BESOINS DE SUBSISTANCE

Dans le but d'encourager les rwandais à quitter l'agriculture pour embrasser d'autres secteurs d'activités économiques, l'Etat a demandé que les gens cherchent d'autres activités économiques. Beaucoup de

rwandais se sont effectivement investis dans d'autres domaines économiques. Ils se sont approchés des entrepreneurs privés dans le génie civile, entre autres la construction des routes et le logement des étudiants. Les autres sont allés travailler avec les entreprises de toutes sortes, de l'Etat comme la RAB qui s'occupe des activités de recherche agricole etc. Ce qui est triste est qu'aujourd'hui, c'est que beaucoup de ces gens sont désespérés parce qu'ils ont travaillé 4 à 7 mois sans percevoir aucun salaire¹.

Lorsque vous leur demandez aux entrepreneurs privés pourquoi ils ne payent pas leurs employés, la plupart vous répondent que ceux qui sont chargés de donner les marchés de l'Etat ne les ont pas encore payés. Quant à l'instance étatique chargée de donner les marchés, elle ne veut pas répondre aux questions ou donner des réponses crédibles à cette question.

La migration physiologique reste actuellement une utopie au Rwanda. Si quelqu'un a quitté l'agriculteur en espérant vivre de son salaire, lorsque son employeur ne le paye pas, que l'Etat ne prend pas sa responsabilité, comment va-t-il répondre à ses besoins alimentaires ? Comment va-t-il se faire soigner ? Comment va-t-il envoyer son enfant à l'école ? Comment va-t-il payer le commerçant créancier chez lequel il s'est endetté ? Or celui-ci ne peut pas vendre à perte et doit payer ses dettes aux banques et fournisseurs ; Un locataire d'une maison ne pourra pas payer un loyer. A cause de ça, le propriétaire de la maison ne pourra pas non plus payer l'emprunt à la banque, ni l'école de ses enfants ou se faire soigner, parce qu'il vit du loyer que lui verse son locataire. La boucle est bouclée, le cercle vicieux de la pauvreté se referme.

LE SECTEUR SECONDAIRE N'EST PAS NON PLUS EPARGNE.

En vue de stimuler les gens à sortir de l'agriculture pour embrasser d'autres activités économiques, l'Etat a encouragé les gens à construire des usines, en promettant d'appuyer les initiatives dans ce domaine. Mais de ces usines, la plupart n'ont pas fonctionné, ou bien elles peinent à voir le jour. On peut citer entre autres :

- L'usine de transformation de la patate douce a été achevée et inaugurée depuis plus de 2 ans, mais faute d'équipement l'usine ne fonctionne pas ;
- Depuis 3 ans, le four moderne de Nyanza est aux arrêts ;
- Une unité de transformation du manioc achevée n'est pas fonctionnelle ;
- A Nyabihu, l'usine de transformation des pommes de terre a été construite avec les financements de l'Union Européenne, mais ne fonctionne pas ;
- L'usine du lait à Mukamira et le Centre de traitement du lait de la Rusizi ne fonctionnent pas ;
- L'Ecole d'apprentissage des Métiers de Gakonko a mobilisé plus de 28 millions y compris l'équipement, mais elle vient de faire deux ans sans fonctionner. Le matériel a déjà commencé à se détériorer.

Et même si ces entreprises parvenaient à fonctionner, leurs productions ne pourront pas être écoulées car la population est pauvre et n'a pas le pouvoir d'achat nécessaire.

Les HOTELS, EUX AUSSI, NE TROUVENT PAS DE CLIENTELE

Dans le programme national d'éradication de la pauvreté, les dirigeants continuent d'encourager les gens à investir dans les hôtels. Mais ceux qui ont investi dans ce domaine, rapportent qu'ils n'ont pas une clientèle dépassant 1 à 5% de leur capacité annuelle d'accueil. Ils ne peuvent donc pas payer leurs crédits auprès des banques, surtout que les intérêts sur les prêts sont très élevés. Ils perdent et risquent d'entraîner la faillite des banques.

¹ <http://www.theeastafrican.co.ke/Rwanda/Business/Hundreds-to-lose-jobs-as-Rwandan-firms-file-for-bankruptcy/1433224-2149864-5nfg06z/index.html>

LES BANQUES ONT ENTRAINE LA FAILLITE DES RWANDAIS DE CLASSE MOYENNE

Même si les gens se lamentent que les prêts des banques et les intérêts sont très élevés, les rwandais s'étaient intéressés au programme de l'Etat de travailler avec les institutions financières intermédiaires. Un très grand nombre de ceux qui ont déposé leur argent dans les institutions financière aujourd'hui pleurent à chaudes larmes parce que ces institutions financières qui ont été créées en masse ont fini par fermer les portes par la suite. La BNR s'est engagée à payer ceux qui ont perdu leur argent 75% de ce qu'ils avaient déposé et 25% devant être une perte. Ceci a contribué à décourager les rwandais à épargner.

L'EDUCATION EST EN DECLIN, L'AVENIR DE LA JEUNESSE S'ASSOMBRIT

Dans le programme national de promotion de l'économie non agricole, il a été constaté que les gens devaient être bien instruits. C'est de là qu'a été conçu le programme dénommé « *Education pour tous* », mis sur pieds sur les prochaines années, programme postulant que le développement du pays sera basé sur :

- l'éducation ;
- la technologie.

Mais suite à la pauvreté due aux raisons ci-dessus évoquées, aujourd'hui les jeunes rwandais sont en train d'abandonner l'école dans plusieurs régions du pays. Exemple : Au mois d'avril 2017 dans Gicumbi, en moins de 3 semaines seulement, 6.000 enfants avaient abandonné l'école ; Ils évoquent la question de la pauvreté, indiquant qu'ils ne peuvent pas trouver l'argent pour acheter le matériel et l'uniforme scolaire.

Par ailleurs, le niveau de l'éducation est très bas, de sorte que 20% des enfants passent de la 2^{ème} à la 3^{ème} année de l'école primaire sans savoir même lire ou écrire. 38% ne connaissent même pas le calcul. Dilemme, si les enfants n'obtiennent pas de connaissances de base dans l'école primaire, comment les réussiront-ils l'école secondaire ?

En ce qui concerne la technique, il a été conçu un programme ambitieux d'ordinateurs pour les enfants. Beaucoup de centres n'ont pas pu utiliser ces ordinateurs pour plusieurs raisons :

- le manque de fonds pour les installations techniques ;
- le manque de réseaux électriques ;
- l'insuffisance de compétences pour les formateurs.

A l'heure actuelle, ce programme semble complètement évanoui et oublié. Il a été remplacé par le programme appelé « *smart school program* ». Là, les établissements scolaires auraient des ordinateurs avec internet, mais ces ordinateurs devront être payés par les parents pour un prix qui n'est pas à la portée de tout le monde. Il est projeté qu'au cours de l'année 2018 il ne devrait pas y avoir d'examens sur papier. Les examens se feront sur internet parce que toutes les écoles seraient munies d'ordinateurs à cent pour cent ! Mais ici, nous ne pouvons pas manquer de nous poser la question de la faisabilité de ce projet, puisque notre pays a toujours le problème d'électricité. Le programme de l'électrification du pays à 100% en 2020 est loin de se réaliser. A l'heure actuelle nous n'en sommes qu'à 24%. Cela signifie que beaucoup de centres scolaires n'ont pas d'accès à l'électricité. Les centres scolaires qui ont l'internet ne sont que de l'ordre de 38%. Le rêve de ce qu'en 2020 le Rwanda sera devenu un pays compté parmi les pays intermédiaires ne reste qu'un rêve.

Nous pouvons ajouter que même si ce programme de scolarisation peut se développer réellement, au moment où il ne va pas en parallèle avec la création d'emplois, ceux qui sortiront de l'école n'échapperont pas au problème du chômage de la jeunesse, lequel problème risque d'être une composante du cercle vicieux de la pauvreté.

ERADIQUER LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETE EST POSSIBLE MAIS CA DEMANDE BEAUCOUP DE COURAGE

1. Ceci demande que le pouvoir en place accepte d'ouvrir l'espace politique pour que les idées de tous les rwandais soient prises en compte et contribuent à la recherche des solutions. Si nous nous mettons ensemble rien ne nous sera impossible.

Beaucoup de rwandais ont continué à être exclus de la sphère politique. Beaucoup de compétences et d'expertises ont continué à être exclues du cercle de prise de décision, alors qu'ils pourraient donner leur contribution à la jeunesse et investir dans le développement du pays.

La démocratie, l'ouverture de l'espace politique et le débat contradictoire sont source de créativité. Ceci permettrait aux instances du pays de bien fonctionner car, au lieu du laisser-aller qui permet aux responsables d'échapper à leurs responsabilités, ceux qui dilapident et détournent le trésor public ne seraient plus protégés. La séparation des pouvoirs permettra aux instances judiciaires d'être indépendantes pour fonctionner normalement.

2. Les dirigeants devraient être à l'écoute du paysan qui continue à revendiquer plus de responsabilité et de marges de manœuvre dans ses activités. Les dirigeants devraient abandonner leur arrogance de sous-estimer les paysans, car ces derniers vivent chaque jour les problèmes de survie. Un paysan dont les enfants ont la malnutrition et la kwashiorkor parce qu'il a produit uniquement le maïs, pour lequel il n'a pas de marché, ou qui subit des bas prix lui imposés, n'a pas difficile à comprendre qu'il est dans l'impasse. Il ne doit pas être intellectuel pour comprendre qu'il n'aura pas les moyens d'acheter d'autres produits de subsistance pour nourrir ses enfants. Lorsqu'il dit qu'il est pauvre et que les dirigeants lui répète que c'est parce qu'il est ignorant, c'est du cynisme. Un agriculteur qui a contribué à construire une route, à bâtir des écoles sans être payé, s'il n'a pas de quoi payer la mutuelle ou que son enfant quitte subitement l'école, c'est criminel de l'accuser d'ignorance et de ne pas comprendre ses angoisses. L'ignorance est à chercher plutôt du côté de chez ceux qui sont incapables de l'aider à résoudre ses problème et ceux qui ne lui rendent pas justice pour qu'il jouisse de ses droits.

3. Aussi longtemps que le problème du marché des produits agricoles et des prix rémunérateurs au producteur ne sont pas résolus, il faudrait donner aux paysans l'autorisation de cultiver des cultures vivrières, au moins sur une partie de leurs terres pour lui permettre de s'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire, avant de dégager le surplus à vendre sur les marchés. C'est l'un des moyens qui pourraient aider à réduire et empêcher que les prix des denrées alimentaires continuent à grimper. Nos aînés se rappelleront avec nostalgie l'époque où le Bugesera et l'Amayaga étaient les greniers des produits vivriers du Rwanda ; quand le Buganza était le grenier de la banane de sorte qu'on n'avait pas besoin de s'en approvisionner de l'Ouganda. Ils se rappelleront avec amertume, l'époque où Ruhengeri et Gisenyi étaient les greniers du maïs et de la pomme de terre ; où Gitarama était le berceau de la patate douce et du manioc. A cette époque-là, la faim « Nzaramba » devenue actuellement célèbre n'avait pas pu trouver de brèche pour s'installer d'une façon structurelle au Rwanda. Qu'est-ce qui manque pour que nos dirigeants comprennent ceci?

Rwandaises, Rwandais, pour que ces greniers redeviennent les piliers de l'économie nationale, avant d'acheter des avions et de construire des tours à Kigali, ceci serait une des réponses face à la pauvreté des rwandais. Les dirigeants devraient être humbles, cesser d'adopter des ambitions au-delà de nos capacités.

4. En ce qui concerne la science et la technique, nous devrions écouter les conseils qui ont été donnés par des experts en la matière. Nous devrions prioriser nos investissements et placer nos capitaux dans des domaines que nous pouvons facilement maîtriser au lieu de s'aventurer dans le luxe. Aussi longtemps que les infrastructures de base nécessaires à l'utilisation de la technique n'ont pas été généralisées dans tout le pays, cela va compromettre durablement l'exécution du programme « smart classroom »

et aggravera davantage le problème du niveau d'instruction. Même en Europe les enfants font encore les examens sur papier !

5. Si l'Etat n'a pas de moyens de subventionner l'enseignement, et aussi longtemps que beaucoup de parents n'auront pas de revenus suffisants pour payer les frais scolaires de leurs enfants, le programme scolaire pour tout le monde sera un échec. La qualité et la diversification de l'enseignement est à privilégier. Ceci demande un changement en profondeur de la politique de l'éducation nationale. La fermeture de certaines écoles sans analyser les causes profondes de leurs difficultés n'est qu'une échappatoire.

Fait à Kigali, le 30 mai 2017

Boniface TWAGIRIMANA

1^{er} Vice-Président des FDU-Inkingi

E-mail contact :

Email Contact: twagirimanaboni14@gmail.com